

Nouvelles de novembre 2017

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, pour le Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme (HRWG)

Traduction française : Myriam Erwin

Suite au décès subit, survenu le 24 octobre 2017, de Mme Cristina Bianchi, co-responsable de la traduction en français des HRWG News, la parution en français a pris du retard. Nous prions nos lecteurs francophones de nous en excuser.

Commentaire.

“Hope is the thing with feathers that perches in the soul” – “L’espoir est cette chose à plumes qui perche dans notre âme” – écrivait au 19e siècle la poétesse américaine Emily Dickinson. Certains dinosaures (dont nous savons à présent qu’ils avaient des plumes) pourraient ne pas être d’accord. Mais l’espoir et la possibilité de fuir loin des vents violents, des pays chauds et des mers tempétueuses sont tout ce qui reste aux personnes vivant dans des pays impactés par le changement climatique. Lors des discussions à Bonn (Allemagne) de la 23ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, le vice-président de l’Alliance Of Small Island States (“Alliance des petits États insulaires” AOSIS) a déclaré “qu’à moins que les émissions [de gaz à effet de serre] soient drastiquement et rapidement diminuées, les efforts fournis par les petites nations insulaires pour s’adapter au changement climatique risquent d’être vains”, selon le rapport de la *Thomson Reuters Foundation*.
<http://news.trust.org/item/20171107210019-qadbk/>

Les preuves scientifiques de la contribution humaine au changement climatique sont substantielles et croissantes. “Le record atteint l’an passé par la chaleur globale, la chaleur extrême en Asie, ainsi que les eaux inhabituellement chaudes dans la mer de Béring, tout ceci n’aurait pas été possible sans un changement climatique causé par l’homme, selon une nouvelle étude, publiée dans *Explaining Extreme Events in 2016 from a Climate Perspective*”, peut-on lire dans le supplément spécial du *Bulletin of the American Meteorological Society*, paru le 13 décembre.
<https://www.ametsoc.org/ams/index.cfm/about-ams/news/news-releases/human-influence-on-climate-led-to-several-major-weather-extremes-in-2016/> Peu importe où nous vivons, nous sommes affectés mais les lieux proches de la mer sont particulièrement vulnérables. Demandez aux Dominicains, demandez aux Barbudiens.

Il y a dans le monde “un nombre croissant d’actions judiciaires contre les gouvernements, accusés d’avoir échoué à agir rapidement pour juguler le changement climatique”, rapporte aussi la *Thomson Reuters Foundation*. 21 enfants et adolescents, âgés de 10 à 21 ans, ont porté plainte contre l’État fédéral aux États-Unis, affirmant que le gouvernement, “par ses actions qui aggravent le changement climatique, a violé leurs droits constitutionnels à la vie, à la liberté et à la propriété.” Deux organisations environnementales mènent une action judiciaire contre le gouvernement de Norvège pour “avoir enfreint le droit constitutionnel à un environnement sain et sûr, et violé l’engagement de respecter les Accords de Paris sur le climat en accordant des licences aux compagnies pétrolières pour des forages de prospection de pétrole et de gaz naturel en mer de Barents (Arctique).” Des citoyens irlandais poursuivent en justice leur gouvernement. Des citoyens néerlandais ont porté plainte contre le gouvernement des

Pays-Bas. Mais les actions judiciaires ne suffisent pas.
<http://news.trust.org/item/20171107115139-a6kn2/>

Des communautés humaines, parfois même des populations entières, peuvent être contraintes de se déplacer pour échapper aux forces globales (voir ci-dessous s.v. États-Unis). Cependant, lorsqu'une nation comme Kiribati envisage un déplacement de sa population aux Fidji, où elle a acheté des terres (<https://www.theguardian.com/environment/2014/jul/01/kiribati-climate-change-fiji-vanua-levu>), elle devra aussi y déplacer les archives — du gouvernement, de l'économie, des organisations confessionnelles, de la société civile et des personnes privées. Cela exige une planification, des ressources dès maintenant et sans plus tarder. Si certaines nations riches peuvent être à même de résoudre ces problèmes seules, d'autres ne le pourront pas. Le Conseil International des Archives et l'UNESCO devraient convenir d'une réunion spéciale des archivistes nationaux des pays menacés par un changement climatique à l'échelle du territoire national (une attention particulière serait portée aux nations insulaires). Ceux-ci discuteraient des risques et développeraient des stratégies de sauvegarde des archives. L'ICA et l'UNESCO devraient apporter leur aide aux archivistes et aux institutions d'archives, tandis que les gouvernements de ces derniers devraient comprendre les changements imminents, les menaces auxquelles sont confrontées les archives, et quelles sont les options disponibles. L'ICA et l'UNESCO devraient soutenir les nations dans leur recherche de financement et de partenaires pour les actions jugées nécessaires. Cela revient ni plus ni moins à sauvegarder la mémoire du monde au sens le plus large.

Tandis que nous agissons ainsi de notre côté, il est essentiel que les archivistes agissent partout dans le monde afin d'assurer la préservation des informations qui documentent les preuves scientifiques du changement climatique ainsi que les actions entreprises par les citoyens pour en diminuer l'impact – en y incluant la documentation des procès susmentionnés. L'espoir habite peut-être notre âme mais n'oublions pas les dinosaures. Il faut planifier, il faut agir, pour que l'espoir se transforme et se développe en une réelle sauvegarde des archives.

Nouvelles du Groupe de travail sur les droits de la personne / Nouvelles HRWG

Lors du sixième Forum annuel des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, Blanca Bazaco Palacios et Fernanda Vego Serrano, toutes deux membres du Groupe de travail, ont présenté une “snapshot session” sur l'importance d'une bonne gestion de l'archivage pour garantir le respect par les entreprises de leurs obligations en matière de droits de l'homme. Cette présentation fait partie du travail accompli par Blanca et Fernanda, en collaboration avec Lizbeth Barrientos et Antonio Gonzalez Quintana. C'est la première fois que l'ICA est représenté dans un grand forum. Nous estimons que cela est un important pas en avant. La présentation sera publiée sur le site web de l'ICA, dans la section réservée au HRWG. <https://business-humanrights.org/en/sixth-annual-forum-on-business-and-human-rights-geneva-27-29-november>

Un compte-rendu de la réunion du HRWG, tenue à Mexico City lors de la conférence annuelle de l'ICA, peut être consulté dans l'annexe A.

Nouvelles internationales.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). À la fin du 31^{ème} sommet de l'ASEAN, les États membres ont signé l'“ASEAN Consensus on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers.” Le consensus comprend, entre autres mesures de protection, une interdiction “de confisquer les passeports” des travailleurs migrants, selon le rapport de *rapppler.com*. L'accord signé ne précise pas si cette mesure est légalement contraignante pour les pays membres et reste “silencieux sur la question des travailleurs sans papiers.” Migrant International, une organisation de défense des

travailleurs philippins en Asie du Sud-Est, a instamment prié l'ASEAN "de créer un organe de surveillance des préoccupations des travailleurs migrants et des violations de leurs droits, soit consultatif soit sous forme d'un tribunal." <https://www.rappler.com/world/regions/asia-pacific/188460-leaders-sign-migrant-workers-protection-asean-philippines-2017>

Cour pénale internationale (CPI). Le Burundi s'est retiré de la CPI le 27 octobre de cette année. La Cour a annoncé le 9 novembre qu'un panel de juges de la Chambre préliminaire autorisait le Procureur à ouvrir une enquête sur les crimes contre l'humanité supposés avoir été commis au Burundi entre avril 2015 et octobre 2017, alors que le Burundi était encore membre de la CPI. <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=pr1342>

Le Procureur a demandé aux juges "l'autorisation d'enquêter sur les crimes en lien avec le conflit armé en Afghanistan et supposés avoir été commis depuis le 1^{er} mai 2003", ainsi que sur les "crimes de guerre supposés qui seraient étroitement liés à la situation en Afghanistan et commis depuis le 1^{er} juillet 2002 sur le territoire d'autres États membres" de la CPI. La déclaration du Procureur ne nommait pas les pays qui feraient l'objet de l'enquête. https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=171103_OTP_Statement

Cour pénale internationale / UNESCO. Le Bureau du Procureur de la CPI et l'UNESCO ont signé une "Lettre d'intention par laquelle l'UNESCO et le Bureau du Procureur de la CPI formaliseront et continueront à développer leur collaboration, en conformité avec leurs mandats respectifs", pour protéger l'héritage culturel. Aucune information n'a été donnée sur les moyens qui permettront de concrétiser cette intention. https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=171106_OTP_Unesco

Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux (MTPI). MTPI, le successeur du Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie, a été très occupé ce mois. Tous les procès mentionnés ci-dessous ont produit des dossiers volumineux qui doivent être conservés par les archives du MTPI.

*Les juges ont annoncé la condamnation à la prison à vie de Ratko Mladic, reconnu coupable de 10 des 11 chefs d'inculpation. http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-serb-commander-ratko-mladic-genocide-crimes-against-humanity-verdict-11-21-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=49415d8c6d-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-49415d8c6d-319755321 Le Centre de Droit Humanitaire de Belgrade a déclaré : "Les conclusions du tribunal et la documentation considérable collectée pendant le procès sont un apport précieux pour un pas final et décisif vers la réconciliation et le traitement du passé." www.hlc-rdc.org

*Praljak, un chef militaire croate de Bosnie, a ingéré du poison dans la salle du tribunal, après que le juge président l'audience ait confirmé sa condamnation à 20 ans de prison. Il est décédé peu après. Le procureur public des Pays-Bas à la Haye enquête à présent pour découvrir comment Praljak a pu se procurer le poison et l'amener au tribunal. http://www.balkaninsight.com/en/article/dutch-probe-war-criminal-praljak-s-assisted-suicide--11-30-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=221695b0a8-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-221695b0a8-319755321

*Lors du nouveau procès des anciens chefs de la sécurité d'État serbe, Jovica Stanisic et Franko Simatovic, les procureurs ont diffusé la vidéo du meurtre de six Bosniaques, filmé par des membres de l'unité paramilitaire "Scorpions". L'enregistrement avait été diffusé pour la première fois lors du procès de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic. http://www.balkaninsight.com/en/article/un-court-screens-video-of-serbian-unit-shooting-bosniaks-11-08-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=574c78c312-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-574c78c312-319755321

Nations Unies. Lors d'une conférence sur la violence de genre, organisée par l'Organisation des États américains, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes a déclaré que les Nations Unies "travaillent à construire une base de données globale sur les féminicides dans chaque pays", rapporte la *Thomson Reuters Foundation*. <http://news.trust.org/item/20171107185026-0puz9/>

Selon le rapport du mois dernier sur la chute, en 1961, de l'avion du secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, dans le territoire de la Zambie actuelle, il serait plausible que les gouvernements britanniques et américains détiennent des messages radio interceptés la nuit de l'accident. Lord Lea of Crondall, président de la commission à l'origine de l'enquête actuelle, menée par les Nations Unies, a écrit au secrétaire d'État des Affaires étrangères du Royaume-Uni, ainsi qu'au secrétaire d'État des États-Unis, exhortant leurs deux gouvernements à "déclarer publiquement" ce qu'il en est de l'existence dans leurs archives des transcriptions des interceptions. Le *Guardian* cite la lettre de Lord Lea of Crondall comme suit : "Le moment n'a que trop tardé – plus de 50 ans après cet événement tragique – et il est grand temps que les États-Unis et le Royaume-Uni procèdent à un examen complet des documents d'archives sous leur responsabilité, tout particulièrement des documents encore classifiés, et les mettent à disposition des Nations Unies." <https://www.theguardian.com/world/2017/nov/12/dag-hammarskjold-death-britain-urged-to-release-papers>

UNESCO. L'UNESCO a publié l'édition 2017 / 2018 de son rapport "Tendances mondiales en matière de Liberté d'expression et de Développement des médias." <http://unesdoc.unesco.org/images/0025/002597/259756e.pdf> (executive summary) ; résumé en français : <http://unesdoc.unesco.org/images/0025/002597/259756f.pdf>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Huit organisations de la société civile, engagées pour le respect des droits de l'homme par les entreprises, ont écrit au Haut-Commissariat des Nations Unies au sujet de la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur "les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, à Jérusalem-Est et dans le Golan syrien occupé." Elles rappellent que la résolution demande au HCDH de "créer une base de données recensant toutes les entreprises impliquées dans certaines activités économiques, liées aux colonies israéliennes, et qui pourraient avoir des effets négatifs sur les droits humains". Les organisations pressent le HCDH "de créer rapidement la base de données" et de l'actualiser chaque année. <https://static1.squarespace.com/static/583f3fca725e25fcd45aa446/t/5a031debe2c48322bcd2546f/1510153711582/Settlements+Database+Letter+FINAL.pdf>

UNICEF. L'UNICEF a publié un rapport sur les violences sexuelles perpétrées contre les enfants. Les chercheurs ont eu des difficultés à obtenir des données comparables pour les plus de 40 pays à revenu faible et intermédiaires retenus dans l'enquête. De ce fait, ils se sont basés sur la méthodologie d'"enquête à indicateurs multiples MICS, soutenue par l'UNICEF ; sur les Demographic and Health Surveys, menées par l'United States Agency for International Development ; sur les Enquêtes sur les comportements sanitaires des enfants d'âge scolaire (HBSC) et les Enquêtes mondiales réalisées en milieu scolaire sur la santé des élèves (GSHS), deux programmes développés par l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres institutions." Le Cameroun connaît le plus haut taux de violences sexuelles : "une jeune fille camerounaise sur six est victime de contrainte sexuelle", rapporte la *Thomson Reuters Foundation*. <http://news.trust.org/item/20171101115626-ci14j/>

Bureau de l'informatique et des communications (UN-OICT) / Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Lors d'un sommet de la blockchain humanitaire, UNOPS, le World Identity Network et le Bureau des TIC de l'ONU ont annoncé le lancement d'une initiative pilote visant à utiliser la technologie blockchain pour soutenir la lutte contre le trafic d'enfants. "Grâce à la puissance et aux solutions offertes par les nouvelles technologies, comme l'identité numérique gardée par la blockchain, les chances sont réellement accrues d'arrêter les trafiquants, de sauver les données sur un registre inaltérable, et ensuite de faciliter la traçabilité et la prévention des tentatives de trafic." <https://www.unops.org/english/News/Pages/World-Identity-Network-and-UN-launch-innovative-blockchain-pilot-to-help-prevent-child-trafficking.aspx>

Monde / Nouvelles générales.

Archives d'entreprise. Suite à une fuite de données, 13,4 millions de documents numériques de deux “fournisseurs de services offshore et des registres du commerce de 19 paradis fiscaux” ont été remis au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* et partagés avec les médias partenaires de l’opération. Baptisés les “Paradise Papers”, ces documents révèlent “les environnements globalisés dans lesquels les fraudes fiscales peuvent prospérer” et par quelles méthodes les “plus grandes entreprises mondiales, les chefs d’État et des personnalités internationales” peuvent “protéger légalement leur fortune”, rapporte le *Guardian*. Les informations “remontent jusqu’à 70 ans en arrière” ; les documents révèlent, entre autres, “le prêt secret concédé par la multinationale Glencore et les alliances conclues par l’entreprise, cotée à la Bourse de Londres, dans ses efforts pour s’assurer des droits miniers lucratifs dans la République Démocratique du Congo.” https://www.theguardian.com/news/2017/nov/05/paradise-papers-leak-reveals-secrets-of-world-elites-hidden-wealth?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=251135&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Global Witness (GW), une organisation non gouvernementale basée en Grande-Bretagne, a publié un “film tourné en caméra cachée”, qui montre des exportateurs de bois du Pérou “admettre que les documents officiels sont souvent falsifiés.” Le bois exporté de la forêt tropicale amazonienne est au cœur d’un scandale où des cadres du gouvernement ainsi que des exportateurs sont impliqués. Selon le communiqué de presse de GW, “le commerce illégal du bois au Pérou serait lié à des assassinats, au travail forcé, à l’évasion fiscale, à la prostitution, à des violations des droits de l’homme, à l’appropriation illégale de terres (‘land-trafficking’), au trafic de stupéfiants et au crime organisé.” La directrice de campagne de GW au Pérou a déclaré: “Aucun exportateur ne doit être autorisé plus longtemps à se cacher derrière des documents officiels.” https://www.globalwitness.org/documents/19282/Undercover_Footage_Exposes_Exporters_Complicity_in_Perus_Biggest_Timber_Scandal.pdf

Les auto-injecteurs EpiPens sont utilisés pour injecter de l’épinéphrine (hormone également appelée adrénaline), “afin de stopper des réactions allergiques potentiellement mortelles.” Les données que *Bloomberg News* a obtenues, dans le cadre de sa demande d’accès à l’information en vertu du Freedom of Information Act, ont montré que l’U.S. Food and Drug Administration “a reçu au total, de janvier à mi-septembre 2017, 228 rapports sur des défaillances d’EpiPen et d’EpiPen Jr.”, dont 7 décès et 35 hospitalisations. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG 2017-09*. https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-11-02/epipen-failures-cited-in-seven-deaths-this-year-fda-files-show?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=800a198794-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-800a198794-149736437

Changement climatique. “Selon l’Organisation météorologique mondiale (OMM), le niveau de CO² mesuré dans l’atmosphère terrestre en 2016 était de 50% supérieur” à la moyenne des 10 dernières années, selon un article d’*Eurasia Review*. “Les stations de recherche de 51 pays ont communiqué des mesures de concentrations de dioxyde de carbone et autres ‘gaz à effet de serre’, tels que le méthane et le protoxyde d’azote (oxyde nitreux), qui montrent une augmentation dramatique.” *Eurasia Review* se réfère à Climate Central, une organisation non gouvernementale de scientifiques spécialisés dans le climat, qui déclare : “les scientifiques ont foré des carottes de glace, en ont analysé les bulles d’air et ont découvert qu’à aucun moment, depuis 800’000 années, les niveaux du CO² dans l’atmosphère n’ont été aussi élevés qu’ils le sont aujourd’hui.” http://www.eurasiareview.com/06112017-atmospheric-carbon-dioxide-surges-to-levels-not-seen-in-800000-years/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Dossiers médicaux. La revue *Clinical Infectious Diseases* publie une série de 11 articles sur le fardeau mondial que représentent les infections provoquées par les bactéries streptocoques du groupe B, une des principales causes de décès chez les nourrissons, surtout dans la première semaine après la naissance. Le premier article de la série énonce clairement les efforts accomplis par les auteurs pour “maximiser les données disponibles”. Les auteurs concèdent cependant que “le manque de données de

surveillance” constitue “une limitation importante” [de leur étude], particulièrement pour les pays où le nombre de décès provoqué par ces infections est le plus élevé.

https://academic.oup.com/cid/article/65/suppl_2/S89/4589584

L’U.S. Food and Drug Administration a autorisé “la première pilule avec un senseur intégré capable d’alerter le médecin du patient ou le personnel soignant.” Selon *STAT*, une fois la pilule ingérée, un senseur “envoie un signal à un patch collé au corps du patient. Le patch transmet l’information à une application mobile contrôlée par le patient.” Celui-ci peut aussi partager ses données avec son médecin ou la personne qui le soigne, qui y auraient accès en ligne. Voilà qui pourrait s’appeler de l’information interne.

https://www.statnews.com/2017/11/13/pill-sensor-fda-approval/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=87a174569b-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-87a174569b-149736437

Une équipe de chercheurs du Canada, de l’Australie et de la Nouvelle-Zélande, sous la direction de l’Institute for Clinical Evaluative Sciences, ont publié des directives pour l’utilisation des données de santé des autochtones. Les directives insistent sur le fait que “les organisations autochtones détermineront quelles seront les utilisations prioritaires des données autochtones”, que “les chercheurs devront demander l’accès aux données autochtones” et recevoir de la part des communautés autochtones l’autorisation de consultation. <https://www.ices.on.ca/Newsroom/News-Releases/2017/International-research-collaboration-publishes-guidelines-in-The-Lancet>

La revue *PLOS / Biology* a publié un article sur le subventionnement tenu secret dont bénéficia une étude, parue en 1965 dans le *New England Journal of Medicine*, de la part de la Sugar Research Foundation. L’étude “rejetait des éléments probants établissant un lien entre la consommation de sucrose et les taux de lipides sanguins, et donc avec les maladies coronariennes.” La Fondation finança également des recherches animales entre 1967 et 1971 pour évaluer les risques de maladies cardiaques induits par la consommation de sucre ; si la recherche suggérait un lien, la Fondation y mettait un terme et n’en publiait pas les résultats. Les auteurs de l’article appuient leurs affirmations sur des documents privés conservés par la Harvard University Medical Library et par l’University of Illinois Archives. Ils déclarent que l’étude “participe d’un corps plus vaste de littérature documentant la manipulation de la science par l’industrie.”

http://www.eurasiareview.com/25112017-sugar-industry-withheld-evidence-of-sucroses-health-effects/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Nucléaire. Des scientifiques suédois ont étudié les mesures des isotopes du xénon détectés en Russie et en Suède, quatre jours après l’accident nucléaire du 26 avril 1986 à Tchernobyl, en Ukraine. Ils ont également étudié les conditions météorologiques et les mesures des ondes sismiques à ce moment-là, ainsi qu’un rapport oculaire. Il en résulte une nouvelle théorie selon laquelle la première explosion était une “réaction nucléaire et non une explosion de vapeur”, rapporte l’*Eurasia Review*. “Cette nouvelle analyse apporte un éclairage sur la catastrophe de Tchernobyl, et peut être potentiellement utile pour prévenir des accidents nucléaires similaires dans le futur.”

http://www.eurasiareview.com/19112017-new-theory-rewrites-opening-moments-of-chernobyl-disaster/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Suite à la détection, par l’Institut français de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), de traces de ruthénium-106 dans l’atmosphère, entre le 27 septembre et le 13 octobre 2017, le service fédéral russe d’hydrométéorologie et de surveillance environnementale, Rosgidromet, “a publié des résultats de relevés montrant des mesures de beaucoup supérieures à la normale”, rapporte le *Guardian*. Un expert nucléaire de l’Université du Surrey a déclaré que le pic de pollution ne présentait pas de danger pour la santé, indiquant que “ces relevés de ruthénium-106 montrent combien les détecteurs de radioactivité sont sensibles. Il est foncièrement impossible de cacher une fuite radioactive. En cas d’explosion d’une arme nucléaire ou d’une fuite accidentelle du réacteur d’une centrale, d’autres éléments radioactifs seraient présents dans l’atmosphère. Cela ressemble ici à une fuite lors d’un retraitement du combustible

nucléaire.” L’entreprise chargée de retraiter le carburant nucléaire usé, a déclaré que “la pollution de l’atmosphère avec du ruthénium-106, enregistrée par Rosgidromet, n’est pas liée à l’activité de son site de retraitement nucléaire.”
https://www.theguardian.com/world/2017/nov/21/russia-radioactivity-986-times-norm-nuclear-accident-claim?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+main+NEW+H+categories&utm_term=253234&subid=22849866&CMP=EMCNEWEML661912

Esclavage. Après la diffusion par *CNN* d’une vidéo montrant des hommes vendus aux enchères comme esclaves en Libye, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a approuvé à l’unanimité une résolution appelant “les États à adopter des lois contre le trafic [d’êtres humains], à intensifier leurs efforts pour enquêter sur les réseaux criminels et les démanteler, et offrir un meilleur soutien aux personnes ayant survécu à l’esclavage.” La résolution demande également “une meilleure coopération entre les nations, le recours aux données et à la technologie pour lutter contre un crime lucratif, dont les profits illégaux sont estimés jusqu’à \$ 150 milliards par année”, rapporte la *Thomson Reuters Foundation*.
<http://edition.cnn.com/2017/11/14/africa/libya-migrant-auctions/index.html>;
<http://news.trust.org/item/20171121173613-ralgyl>

Médias et réseaux sociaux. *The Intercept* a publié un important article, “YouTube and Facebook are Removing Evidence of Atrocities, Jeopardizing Cases against War Criminals.” (“YouTube et Facebook suppriment les preuves d’atrocités commises, compromettant l’action de la justice contre les criminels de guerre.”) Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2017-09. <https://theintercept.com/2017/11/02/war-crimes-youtube-facebook-syria-rohingya/>

Protection des données / Atteinte à la protection des données. Le Ponemon Institute a analysé 419 sociétés dans 11 pays pour son rapport annuel sur le coût des atteintes à la sécurité des données (‘data breach’). Entre autres résultats, le coût total moyen d’une fuite de données a baissé de \$ 4 à \$ 3,62 millions et le coût moyen pour chaque document perdu ou volé et contenant des informations sensibles et confidentielles a baissé de \$ 158 millions en 2016 à \$ 141 en 2017. Cependant, le volume moyen des fuites des données a augmenté de 1,8% selon le rapport.
<https://itsecuritycentral.teramind.co/2017/11/28/2017-ponemon-cost-of-data-breach-study-analyzing-the-research/>

Réfugiés. *Der Tagesspiegel* a publié une “liste de 33’293 requérants d’asile, réfugiés et migrants, enregistrés et décédés suite aux politiques d’accueil restrictives de la Forteresse Europe”. La liste a été compilée “sur la base des sources des médias et des Nations Unies”, rapporte la *Thomson Reuters Foundation*. Si le décès le plus ancien remonte à 1993, “la plupart des morts” sont cependant celles des personnes qui périrent en cherchant refuge en Europe dans les six dernières années.
<http://news.trust.org/item/201711110160948-vhzgr/>

Seconde Guerre mondiale. Un tribunal français a ordonné la restitution d’un tableau de Camille Pissarro par ses propriétaires privés actuels aux descendants de son premier propriétaire. Le tableau avait été volé par les forces nazies à son propriétaire juif, arrêté par le gouvernement de Vichy. Un document décisif pour l’issue de la procédure a été une “liste détaillée de 93 objets d’art” établie par le propriétaire originel avant son arrestation, rapporte le *New York Times*. Les propriétaires actuels avaient acheté la peinture lors d’enchères publiques. Le fait que la restitution soit imposée à des acheteurs privés de “bonne foi”, et non à une institution, “soulève plusieurs questions importantes sur la restitution de leurs biens aux victimes de spoliations pendant l’Holocauste.” <https://www.nytimes.com/2017/11/08/arts/design/french-court-pissarro-looted-nazis.html>

Surveillance. “Un sous-traitant du Pentagone a laissé sur un compte Amazon, publiquement accessible, de volumineuses archives constituées de messages des réseaux sociaux, collectés lors d’une opération de renseignements. Cette opération, commanditée par l’armée, ciblait des personnes résidant aux États-Unis et dans d’autres régions du monde”, rapporte le site *Ars Technica*. “Les trois compartiments de stockage (‘buckets’) dans le cloud contenaient au moins 1,8 milliard de messages, supprimés en

ligne et couvrant une période de 8 ans.” <https://arstechnica.com/information-technology/2017/11/vast-archive-from-pentagon-intel-gathering-operation-left-open-on-amazon/>

Terrorisme. L’Institute for Economics and Peace (IEP), une organisation australienne non gouvernementale, a publié le Global Terrorism Index 2017 (GTI), qui informe sur les tendances terroristes dans 163 pays, représentant 99,7% de la population mondiale. Le GTI se fonde sur la base de données sur le terrorisme du Consortium national américain pour l’étude du terrorisme et des réponses au terrorisme, laquelle a “codifié, à partir de sources rendues publiques, 170’000 incidents terroristes” pendant les 17 dernières années. Le rapport annuel du GTI constate en 2016 une diminution du nombre global de décès liés au terrorisme mais davantage de pays touchés. En effet, 77 pays ont comptabilisé au moins un décès lié au terrorisme en 2016. C’est la première fois depuis 17 ans qu’autant de pays sont touchés. <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/11/Global-Terrorism-Index-2017.pdf>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Caraïbes / puissances coloniales. *Telesur* a publié un article sur l’inauguration officielle du Caribbean Center for Reparations Research, dont l’ouverture, mi-octobre 2017, a donné lieu à une conférence. Le Centre aura son siège auprès de l’Université des Indes Occidentales, en Jamaïque, et soutiendra la demande de réparation adressée par la Communauté Caribéenne (CARICOM) aux anciennes puissances coloniales. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2013-10, 2017-08. https://www.telesur.net/english/opinion/Tri-Continental-Nations-Support-Caribbean-Quest-for-Reparations-20171109-0019.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=36

Égypte / France. La Fédération internationale des ligues des droits de l’homme (FIDH) et la Ligue des Droits de l’Homme, avec le soutien de l’Institut du Caire pour l’étude des droits de l’homme, ont déposé une plainte pénale “auprès du pôle spécialisé pour les crimes contre l’humanité, au sein du tribunal de grande instance de Paris, et demandé l’ouverture d’une enquête pénale” sur les ventes de matériel technologique de surveillance effectuées en faveur du gouvernement égyptien par la compagnie française Nexa Technologies. Les deux organisations affirment que la technologie “facilite le repérage et l’arrestation des opposants et des membres de la société civile” et contribue “à la torture et aux disparitions forcées en Égypte.” <http://www.cihrs.org/?p=20478&lang=en>; <http://www.businessinsider.com/ap-rights-groups-file-case-over-french-spy-tech-sales-to-egypt-2017-11?r=UK&IR=T>

France / Maroc. La France a remis aux Archives du Maroc 43’000 documents afférents aux Juifs marocains, rapporte le *Morocco World News*. La “majorité” des documents datent de la période entre la fin du 19^{ème} siècle et la première moitié du 20^{ème} siècle. Ils ont été apparemment emportés en France par l’administration coloniale française, lorsque celle-ci a dû quitter le Maroc. <https://www.morocoworldnews.com/2017/11/234098/morocco-moroccan-jews-france-moroccan-jewish-heritage/>

Guatemala / Espagne (Catalogne) / Suisse. Swisspeace et les Archives nationales de Catalogne mènent, à la demande des Archives historiques de la police nationale du Guatemala, “une analyse du processus de sauvetage et de protection des archives” découvertes en 2005 par l’Ombudsman guatémaltèque pour les droits humains. <http://archivesproject.swisspeace.ch/news/current-singleview/article/the-historic-archive-of-guatemalas-former-national-police/>

Iran / États-Unis. Xiyue Wan, citoyen américain et doctorant de l’Université de Princeton, est emprisonné à Téhéran depuis août 2016. Son arrestation a eu lieu alors qu’il menait des recherches en Iran sur “l’histoire administrative et culturelle de la dynastie des Qadjar (1785-1925)”, rapporte le Network of Concerned Historians. Selon l’agence iranienne *Mizan News Agency*, il a été reconnu coupable d’espionnage. Le *New York Times* rapporte, entre autres accusations portées contre Xiyue Wan, qu’il aurait “illégalement scanné” 4’500 pages de documents iraniens, “versé des milliers de dollars pour obtenir l’accès aux archives dont il avait besoin, et cherché à accéder à des secteurs confidentiels des bibliothèques de Téhéran.”

<https://www.nytimes.com/2017/11/29/world/middleeast/iran-prisoners.html>; for the summary of the case by the Network of Concerned Historians, see <http://www.concernedhistorians.org>

Kosovo / Serbie. Le Centre pour le Droit Humanitaire (HLC) “a fait appel de la décision du Bureau du Procureur chargé des crimes de guerre de ne pas poursuivre le général Dragan Zivanovic, l’ancien commandant de la 125^{ème} brigade motorisée de l’Armée de Yougoslavie.” HLC a souligné avoir publié un dossier de preuves, documentant les crimes commis dans la “zone de responsabilité” de la brigande de Zivanovic. Le dossier s’appuie “sur les nombreuses pièces à valeur probante et les conclusions du Tribunal pénal international pour l’Ex-Yougoslavie sur la participation de l’armée yougoslave et du ministre serbe de l’Intérieur” aux crimes commis contre les Albanais du Kosovo en 1998 et 1999. www.hlc-rdc.org

Mexique / États-Unis. La faculté de droit de l’Université du Texas et le Centre diocésain Fray Juan de Larios pour les droits de l’homme de Coahuila, au Mexique, ont publié un rapport basé sur les témoignages de membres du cartel de la drogue Los Zetas, lors des trois procès fédéraux tenus aux États-Unis. Les chefs d’accusation portaient sur des homicides, le complot pour importer de la drogue et des armes, et sur le blanchiment d’argent. Le rapport constitue “un des comptes-rendus les plus complets de la façon dont le crime organisé a essayé de capturer les institutions démocratiques dans des régions mexicaines”, écrit le *Guardian*. https://www.theguardian.com/world/2017/nov/10/mexico-drug-cartels-grip-on-politicians-and-police-revealed-in-texas-court-files?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA++Collections+2017&utm_term=251767&subid=22849866&CMP=GT_US_collection; <https://law.utexas.edu/clinics/human-rights/>

Guerre au Moyen-Orient. La CIA (Central Intelligence Agency) a rendu publics des documents supplémentaires saisis en mai 2011 lors du raid des forces spéciales américaines sur la maison fortifiée d’Oussama ben Laden (Osama bin Laden). Celui-ci avait été tué lors de la prise d’assaut. Les documents incluent “le journal personnel de ben Laden, plus de 18’000 fichiers de documents, environ 79’000 fichiers audiovisuels, dont des enregistrements d’essais pour des discours publics, de la correspondance audio, des images collectées ou produites par al-Qa’ida à différentes fins ; plus de 10’000 fichiers vidéo, dont une vidéo montrant son fils Hamza ben Laden jeune homme, des ‘home videos’ d’al-Qa’ida, des projets de vidéo ou des déclarations faites par Oussama ben Laden, et enfin de la propagande djihadiste.” <https://www.cia.gov/news-information/press-releases-statements/2017-press-releases-statements/cia-releases-additional-files-recovered-in-ubl-compound-raid.html> ; for commentary see <http://beta.latimes.com/world/la-fg-bin-laden-journal-20171102-story.html#nws=mcnewsletter>

La Mission d’assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme ont publié un rapport, “Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017.” Des employés de leurs organisations “ont enquêté sur 650 incidents impliquant des allégations concernant le meurtre de civils” par l’EIL et les forces de sécurité irakiennes (ISF). Les enquêteurs “ont reçu un nombre terrifiant de rapports indiquant des violations graves et systématiques du droit international humanitaire, ainsi que des violations et abus flagrants perpétrés par l’EIL contre les droits humains.” Ils ont aussi “enregistré des cas de violations et abus allégués des droits de l’homme” par les ISF et leurs “forces associées”. Bien qu’“une implication de membres des ISF était suggérée dans certains cas, les allégations n’ont pas pu être vérifiées de façon concluante. Dans d’autres cas, les incidents allégués avaient été filmés et les vidéos publiées sur les médias sociaux.” Le rapport se base principalement sur l’information tirée de 1’033 entretiens, mais utilise aussi (si l’on se réfère aux notes en bas de page) des informations provenant des médias sociaux, du gouvernement irakien, des entités des Nations Unies, de la coalition militaire et des organisations non gouvernementales. http://www.uniraq.org/images/factsheets_reports/Mosul_report%2017Oct2016-10Jul201731%20October_2017.pdf

Le *New York Times* a présenté un rapport sur les victimes civiles des frappes aériennes menées par les “forces de la coalition” en Irak. Les journalistes ont enquêté intensivement dans trois lieux et ont comparé leurs résultats aux données des militaires sur les victimes civiles des 103 frappes menées dans ces mêmes lieux. Ils en ont conclu qu’une frappe aérienne sur cinq provoque la mort d’une personne civile. Cela est 31 fois plus élevé que l’estimation des militaires.

<https://www.nytimes.com/interactive/2017/11/16/magazine/uncounted-civilian-casualties-iraq-airstrikes.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=second-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news#nws=mcnewsletter> NP

Salvador / Espagne / États-Unis. La commission de la vérité du Salvador découvrit en 1993 des preuves concrètes de l’ordre donné par cinq officiers de l’armée, le 15 novembre 1989, d’assassiner le Père Ignacio Ellacuria sans laisser de témoins. Six prêtres jésuites furent ainsi assassinés, ainsi que leur employée de maison et la jeune fille de cette dernière. En 2011, les autorités américaines arrêtèrent un des officiers, Inocente Orlando Montano, et l’accusèrent “d’avoir fait de fausses déclarations aux autorités américaines quant à la date de son entrée sur le territoire américain et quant à son entraînement militaire au Salvador”, selon le rapport de Trial International, une organisation non gouvernementale siégeant en Suisse. L’officier plaida coupable d’avoir fait de fausses déclarations. L’Espagne – cinq des six prêtres assassinés étaient espagnols – a délivré un mandat d’arrêt international contre Orlando Montano. Il a été extradé fin novembre 2017 vers l’Espagne après une longue bataille juridique.

<https://trialinternational.org/latest-post/inocente-orlando-montano-morales/>

Nouvelles nationales.

Allemagne. La Cour constitutionnelle fédérale allemande a décidé que “les législateurs doivent créer une nouvelle législation d’ici le 31 décembre 2018, afin de permettre à l’état civil d’enregistrer un troisième sexe sur les registres de naissance, en introduisant une mention telle que ‘inter-’, ‘divers’ ou toute autre ‘désignation positive du sexe’. À défaut, toute mention du genre doit être supprimée”, rapporte le service international de diffusion DW.

<http://www.dw.com/en/germany-must-allow-third-gender-in-registry-of-births-court-rules/a-41289783>

Bosnie. “La police serbe de Bosnie a arrêté un homme dans la ville de Pale, après avoir fouillé son appartement et trouvé une copie originale des accords de paix de Dayton de 1995, qui mirent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine”, rapporte le réseau BIRN. Il s’agit “d’une des quatre copies originales des accords de paix.” Les “archives de la présidence de Bosnie” avaient découvert en 2008 qu’elles n’avaient jamais reçu les accords. La Serbie déclara que son exemplaire manquait également. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2017-08.

http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-arrests-man-with-missing-copy-of-dayton-agreement-11-01-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=d24b35687b-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-d24b35687b-319755321

Cameroun. Un grave incendie dans le bâtiment de l’Assemblée Nationale a endommagé et détruit des archives.

<http://www.dw.com/fr/la-conservation-des-archives-en-question-apr%C3%A8s-l-incendie-de-l-assembly-nationale-camerounaise/a-41431175>

Canada. En recourant à des “photographies et lettres conservées dans les archives, ainsi qu’à des rapports d’arpentage”, un cartographe de Colombie Britannique “a cartographié les emplacements de tous les anciens pensionnats autochtones du Canada” et publié en ligne “An Atlas of Indian Residential Schools of Canada,” relate CBC. Pour le contexte relatif aux pensionnats autochtones (ou écoles résidentielles), voir *Nouvelles HRWG* 2017-03, 05 et 10.

<http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/a-grim-project-b-c-mapmaker-creates-atlas-of-residential-schools-1.4387064>

Le Premier Ministre Justin Trudeau a présenté des excuses officielles pour la discrimination dont des membres de l’armée, de la gendarmerie royale du Canada, et de l’administration publique, ont été victimes dans le passé du fait de leur orientation

sexuelle. Les personnes discriminées ont vu leur carrière ruinée, perdirent leur emploi, voire même furent emprisonnées. En plus de compensations financières, le gouvernement veut “détruire de façon permanente les dossiers de condamnation pour des infractions liées à des activités sexuelles consenties entre partenaires de même sexe, qui seraient aujourd’hui légales.” Les personnes concernées devront déposer une requête pour la destruction de leur casier judiciaire. Le *New York Times* écrit qu’“il est difficile de savoir combien de personnes furent l’objet d’enquêtes, perdirent leur emploi, leur habilitation de sécurité ou furent rétrogradées, du fait qu’au nom de la sécurité nationale, l’accès à certains rapports d’enquête a été bloqué, tout particulièrement auprès de l’armée. Plusieurs groupes estiment le nombre de discriminations à 9’000 environ.”

<https://pm.gc.ca/eng/news/2017/11/28/prime-minister-delivers-apology-lgbtq2-canadians>;
<https://www.nytimes.com/2017/11/21/world/canada/gays-trudeau-apology.html>

Colombie. Les leaders autochtones et le Ministère de la Culture ont signé un accord pour construire un Mémorial et centre culturel dans la Sierra Nevada. Le centre sera géré par la communauté Arhuaca, selon l’information de *telesur*. Le gouverneur de la région, qui est aussi un leader Arhuaca, a déclaré : “Il sera à présent possible de documenter de nombreuses histoires qui ne l’étaient pas auparavant.”

<https://www.telesurtv.net/english/news/Colombias-Largest-Indigenous-Library-Begins-Construction-20171121-0012.html>

États-Unis. Un homme a assassiné 26 personnes et blessé une vingtaine d’autres dans une église au Texas. En 2012, alors membre de l’armée de l’air, il avait été reconnu coupable de deux chefs d’accusation pour violences domestiques. L’armée “n’inscrit pas la mention de sa condamnation dans le système de contrôle national des antécédents, consulté par les vendeurs d’armes pour vérifier si les clients potentiels sont autorisés à acheter une arme”, rapporte le *Guardian*. Il put donc en acheter au moins quatre. L’armée de l’air a exigé un “examen plus large de la communication des casiers judiciaires au sein du département de la défense.”

https://www.theguardian.com/us-news/2017/nov/06/texas-shooting-suspect-devin-kelley-domestic-abuse-background-check?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+main+NEW+H+categories&utm_term=251188&subid=22849866&CMP=EMCNEWEML661912

Suite à la fusillade au Texas, le *Washington Post* a rapporté que le “système de contrôle des antécédents du FBI (Federal Bureau of Investigation) est lacunaire ; il y manque des millions d’informations prouvant des condamnations judiciaires, des diagnostics de maladie mentale et d’autres signalements qui empêcheraient des armes à feu de tomber aux mains de personnes potentiellement dangereuses.” Le journal cite les déclarations d’experts affirmant que “les agences du gouvernement responsables de ces informations ont depuis longtemps omis de les transmettre aux bases de données fédérales.” Dans un article postérieur, le *Post* rapporte qu’en février 2017, “le FBI a ordonné aux employés du Centre d’information criminelle nationale (Criminal Justice Information Services Division) de supprimer, dans la base de données de contrôle des antécédents, toutes les entrées concernant des fugitifs recherchés par la justice” et de ne pas saisir de nouveaux noms. Or, la vente d’armes aux fugitifs recherchés par la justice est interdite.

<http://www.chicagotribune.com/news/nationworld/ct-fbi-gun-background-check-system-missing-records-20171110-story.html> ; https://www.washingtonpost.com/world/national-security/tens-of-thousands-with-outstanding-warrants-purged-from-background-check-database-for-gun-purchases/2017/11/22/b890643c-ced1-11e7-9d3a-bcbe2af58c3a_story.html?utm_term=.b7ccf7f8e01f

Dans son éditorial pour le *Washington Post*, l’officier militaire et directeur adjoint du Modern War Institute de l’Académie militaire de West Point, à New York, a observé que l’armée “rendait difficile la préservation de la mémoire de nos guerres” car “elle a perdu ou détruit la majorité de ses documents du terrain pour les dix premières années, voir plus, des guerres en Irak et en Afghanistan. Même si, depuis, l’armée s’est davantage engagée à sauvegarder les informations, le système d’archivage obsolète rend l’utilisation de celles-ci limitée.”

https://www.washingtonpost.com/outlook/how-the-military-is-making-it-hard-to-remember-our-wars/2017/11/10/ff7d6d4e-c324-11e7-aae0-cb18a8c29c65_story.html?utm_term=.6151c6301368

La tribu amérindienne Biloxi-Chitimacha-Choctaw collabore avec le National Museum of the American Indian pour identifier correctement la provenance d'objets mal identifiés, conservés dans les archives du musée. Elle espère produire assez d'informations pour obtenir la reconnaissance officielle de sa qualité de tribu historique par le gouvernement fédéral américain, rapporte le *Washington Post*. Les tribus reconnues officiellement ont droit à des aides financières ; cela est particulièrement important pour la communauté indienne Biloxi-Chitimacha-Choctaw, qui doit être déplacée de son île. Située en Louisiane, sur la Côte du Golfe, l'Isle à Jean Charles est en effet envahie par les eaux suite au changement climatique. <http://www.washingtonpost.com/news/science/wp/2017/11/11/were-searching-to-reclaim-what-was-lost-in-museum-archives-a-tribe-urgently-seeks-proof-of-its-past/>

Environ 700 vétérans de la guerre du Vietnam ont passé des examens médicaux auprès du département des anciens combattants des États-Unis (Department of Veterans Affairs VA) et ont reçu un diagnostic de cholangiocarcinome, un cancer rare des voies biliaires. L'*Associated Press* a consulté des documents obtenus en vertu du Freedom of Information Act et découvert que moins de la moitié de ces patients ont demandé que le service militaire soit reconnu comme étant à l'origine de leur cancer ; par ailleurs, 3 demandes sur 4 ont été refusées." Le cancer est "un tueur connu dans certaines régions d'Asie", causé par des parasites (par ex. vers plats, 'liver flukes') ingérés lors de consommation de poisson cru ou mal cuit. "Les employés du VA ont déclaré vouloir examiner avec bienveillance les demandes mais les vétérans doivent prouver le lien entre leur cancer et leur service de guerre." <http://beta.latimes.com/nation/la-na-vietnam-veterans-20161110-story.html>

"Une nouvelle étude a recherché le lien direct entre la toxicité de l'air et la santé mentale, s'appuyant sur les informations fournies par les 6'000 personnes ayant participé à la Panel Study of Income Dynamics, une enquête longitudinale nationale [États-Unis] plus étendue. Les chercheurs ont ensuite mis en commun les résultats d'une base de données sur la pollution de l'air avec les informations correspondant aux quartiers de chacun des 6'000 participants à l'enquête." Ils ont découvert que "le risque de détresse psychologique augmente parallèlement à la quantité de particules fines dans l'air". En analysant les données en fonction du sexe et de la "race", les chercheurs ont constaté que les hommes "noirs" et les "femmes blanches" montrent "la corrélation la plus significative entre la pollution de l'air et la détresse psychologique." <http://www.futurity.org/air-pollution-mental-health-1594622/>

Le *New Yorker* a publié un article sur le 'Murder Accountability Project' qui collecte l'information sur tous les meurtres survenus aux États-Unis depuis 1976 par le biais des données du FBI et des documents officiels. Le projet recourt à un algorithme pour établir un lien entre "les meurtres, apparentés par la méthode, le lieu et la date, et le sexe de la victime." Il identifiera également les villes où le taux d'affaires de meurtre non résolues est "notable." <https://www.newyorker.com/magazine/2017/11/27/the-serial-killer-detector>

La Société des Archivistes Américains a publié deux notes d'information. La première traite des vidéos produites par les caméras mobiles de la police et leur valeur de document public. La seconde note présente la nécessité d'améliorer les modalités de classification de l'information fédérale et de la gestion de l'information non classifiée mais réglementée (CUI Controlled Unclassified Information). <https://www2.archivists.org/statements/issue-brief-federal-classified-information-and-controlled-unclassified-information>
<https://www2.archivists.org/statements/issue-brief-police-mobile-camera-footage-as-a-public-record>

France. "Le Conseil de Paris planifie l'ouverture en 2020 d'un centre d'archives chargé de préserver la documentation relative au mouvement LGBT [lesbien, gay, bisexuel et transgenre] en France depuis les années soixante", rapporte *The Art Newspaper*. <http://theartnewspaper.com/news/paris-to-open-an-lgbt-archive-centre-in-2020>

Guatemala. Tamy Guberek présente dans un message de blog le projet, mené au Guatemala, d'analyse d'un échantillon statistique des archives de la police. Elle a ainsi pu découvrir dans les documents la terminologie différenciée que la police utilisait pour

qualifier et mentionner un décès. <http://blogs.lse.ac.uk/latamcaribbean/2017/11/22/calling-death-by-its-name-breaking-the-silence-of-guatemalas-national-police-archive/>

Haïti. Les Nations Unies ont établi en octobre une nouvelle mission en Haïti pour l'appui à la justice (MINUJUSTH), qui doit axer ses efforts sur le renforcement des institutions de l'État de droit et sur le suivi des droits humains. Le Centre International pour la Justice Transitionnelle (ICTJ), une organisation non gouvernementale, a interrogé Isabelle Clérié, une activiste de la société civile haïtienne. Elle a déclaré que des documents officiels du gouvernement "sont indisponibles." Indiquant, à titre d'exemple, que peu de personnes connaissent l'existence de la Commission de vérité, active en 1994-1995, elle ajoute : "ne serait-ce que trouver les documents et les rapports de la Commission de vérité et de justice a représenté l'effort d'une mission et demi. Savez-vous où je les ai trouvés ? Dans la bibliothèque de la Duke University [Caroline du Nord]. Nous n'avions pas conservé ces documents dont il existe seulement 75 exemplaires imprimés. Ceux-ci devaient être largement diffusés, ce qui n'est jamais arrivé. Le document original comprend quatre annexes mais seules trois ont été publiées. La quatrième annexe, jamais publiée, comprenait la liste des personnes accusées de violations des droits humains et a donc mystérieusement disparu." Isabelle Clérié conclut que "la gestion des connaissances sera une partie très importante [de cette nouvelle mission], par exemple en créant une base de données, d'accès public, pour informer sur tous ces documents." https://www.ictj.org/news/haïti-un-mission-impunity?utm_source=International+Center+for+Transitional+Justice+Newsletter&utm_campaign=5669ba85e4-ICTJ_In_Focus_Issue_74_November&utm_medium=email&utm_term=0_2d90950d4d-5669ba85e4-237813513

Inde. En 2008, l'Inde a lancé un programme national de modernisation des titres fonciers. Son achèvement est prévu en 2021. Une analyse des documents fonciers dans l'État du Maharashtra a révélé que "près de 30% des cartes existantes ne sont pas utilisables car elles sont déchirées ou illisibles." Le directeur du cadastre a déclaré que "faire correspondre les documents numériques avec la réalité est un défi." <http://news.trust.org/item/20171115140406-x0beu/>

Liberia. *RFI* a publié un article sur le travail des archives nationales et leur projet de créer des archives présidentielles. La directrice générale des archives, P. Bloh Sayeh, a déclaré qu'avec le soutien d'organisations partenaires tierces, les archives ont pu numériser 95% des titres fonciers qu'elles détiennent. "Nous voulions augmenter la sécurité des droits fonciers, afin de diminuer le risque de conflit et de luttes, qui pourraient éventuellement provoquer une autre guerre. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés de sauver cette catégorie documentaire", a-t-elle déclaré. <http://en.rfi.fr/africa/20171108-reclaiming-liberia-s-heritage-one-paper-time>

Mexique. Le Bureau de Washington sur l'Amérique latine (WOLA), une organisation non gouvernementale, a publié un rapport sur les crimes et les violations des droits humains commis par des soldats au Mexique. Il a déterminé que, sur les 505 enquêtes criminelles ouvertes pour ces crimes entre 2012 et 2016 par le procureur général, seules 16 ont abouti à des condamnations. WOLA a identifié trois pratiques "qui font obstruction ou retardent les enquêtes civiles", dont l'une est le fait "des militaires qui limitent l'accès des autorités aux témoignages des soldats accusés ou témoins d'un crime." La recherche s'est appuyée "sur des entretiens, des témoignages et des données officielles sur les crimes, sur l'analyse légale des verdicts et d'autres documents judiciaires ainsi que sur des demandes d'accès à l'information en vertu du droit de déposer une requête, et sur des rapports des médias." https://www.wola.org/wp-content/uploads/2017/11/WOLA_MILITARY-CRIMES_REP_ENGLISH.pdf

Philippines. Amnesty International (AI) a publié un rapport sur les abus des droits de l'homme et les crimes de guerre généralisés, commis lors du siège de Marawi, à Mindanao, par tous les parties belligérantes, les groupes d'insurgés comme les forces gouvernementales,. AI presse "le gouvernement des Philippines de mener une enquête rapide, efficace et impartiale, sur les allégations de sérieuses violations du droit humanitaire international et d'autres violations et abus sérieux du droit [international]

des droits de l'homme". AI invite le gouvernement à travailler "avec les groupes de la société civile et les chefs des communautés afin d'établir une liste crédible des victimes et de déterminer le sort des personnes disparues."

Le rapport d'AI est basé sur des entretiens approfondis, mais utilise aussi des vidéos, des images satellites, des photographies et des rapports des médias. Le grand nombre d'entretiens avec des survivants et des témoins d'actes de violence démontre l'importance de préserver les archives des organisations non gouvernementales comme AI, afin d'y recourir pour de futurs mécanismes d'obligation de rendre des comptes. <https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA3574272017ENGLISH.PDF>

Royaume-Uni / Écosse. La Première Ministre d'Écosse, Nicola Sturgeon, a présenté des excuses formelles au nom du gouvernement écossais à tous les hommes condamnés pour des infractions de nature sexuelle, qui ne sont plus des délits à présent [*i.e.* homosexualité], rapporte *The Times*. Le gouvernement a publié une nouvelle législation, laquelle "accorde un pardon automatique aux hommes condamnés en vertu de lois discriminatoires historiques, et établit une nouvelle procédure permettant l'effacement des casiers judiciaires pour ces condamnations."

<https://www.thetimes.co.uk/edition/scotland/sturgeon-apology-over-historical-gay-sex-convictions-dv19ndf0f>

Russie. Des chercheurs du Centre indépendant de la recherche sociale de Saint-Pétersbourg ont déclaré que les crimes de haine perpétrés en Russie à l'encontre des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et transgenres ont doublé en cinq ans, selon la *Thomson Reuters Foundation*. S'appuyant sur des documents judiciaires et des données du site de surveillance judiciaire RosPravosudie, le Centre a découvert que sur les 250 crimes de haine rapportés, la plupart à l'encontre d'homosexuels, presque 200 étaient des meurtres. Le Centre a déclaré que le nombre de crimes est certainement sous-estimé, car de nombreux crimes de haine ne sont pas rapportés à la police. <http://news.trust.org/item/20171121185041-9i0d7/>

Serbie. "Le bureau du procureur général de Serbie a rejeté la requête déposée par *BIRN* en vue d'obtenir l'acte d'accusation contre les 11 personnes jugées pour avoir aidé à se cacher pendant sa fuite Ratko Mladic, l'ancien chef militaire serbe de Bosnie, alors sous le coup d'un mandat d'arrêt international du Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie. Le bureau du procureur a déclaré que l'acte d'accusation avait été classifié comme confidentiel car sa publication pourrait porter atteinte à la réputation de la Serbie au niveau international." *BIRN* a observé qu'un acte d'accusation est, selon la loi serbe, un document public. http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-declares-indictment-against-mladic-aids-state-secret-11-10-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=7142e5e0fd-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-7142e5e0fd-319755321

Publications.

Lectures conseillées. Sur le sujet des entreprises et des droits de l'homme, l'article d'opinion "Conflict of Interests: How the Fossil Fuel Industry and Corporate Lobbyists Delay Climate Action" nous offre une introduction à l'acronyme BINGO pour "business and industry non-governmental organization". Exemples d'organisations BINGO : le syndicat professionnel de l'industrie minière américaine (the National Mining Association), les lobbies d'affaires américain (the Business Roundtable), européen (Fuels Europe) ou australien (the Business Council of Australia).

<http://www.eurasiareview.com/21112017-conflict-of-interests-how-the-fossil-fuel-industry-and-corporate-lobbyists-delay-climate-action-oped/>

Merci de partager des actualités avec nous en les envoyant à :
trudy@trudypeterson.com

Pour vous abonner aux *Nouvelles HRWG*, prière de compléter le formulaire disponible sur l'URL :

<https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Les précédents numéros des *Nouvelles HRWG* sont disponibles en ligne sur le site : <http://www.ica.org/en/public-resources/hrwg-newsletters>

Annexe A

Compte-rendu de la réunion annuelle 2017 à Mexico City du Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme à Mexico City.

* *Hommages*. Le HRWG a rendu hommage à ses membres, Mesdames Cristina Bianchi et Sigrid McCausland, décédées en 2017.

* *Droit d'auteur*. Le Groupe de travail a discuté du mandat qui lui a été conféré sur le droit d'auteur. Il fait part de sa préoccupation suite au changement de position de la Commission du Programme de l'ICA sur les documents de l'ICA. Le Groupe souhaite en effet offrir à tous un accès libre et gratuit à ses propres publications.

* *Déclaration d'intention sur les publications*. Les publications du Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme seront toutes publiées sur son site web (dans la mesure du possible).

* *“Principes de base relatifs au rôle que peuvent jouer les archivistes et records managers pour soutenir les droits de l'homme”*. Le Groupe de travail a développé des plans pour encourager les associations professionnelles à adopter les Principes de base.

* *Archives d'entreprise*. Le Groupe de travail a salué le travail du sous-groupe pour les archives d'entreprise et a encouragé ce dernier à publier un article dans *Flash*.

* *Modèle d'accord sur la copie d'archives et l'exportation de copies*. Le Groupe de travail a convenu de formuler, à titre d'essai, une série de principes sur la copie d'archives et d'y ajouter en annexe un modèle d'accord.

* *Protection des données personnelles*. Le Groupe a pris acte du besoin de poursuivre les discussions sur la protection de la vie privée, en lien avec le nouveau Règlement général sur la protection des données.

* *Archives à risque*. Le Groupe a pris connaissance d'un compte-rendu des travaux du groupe d'experts sur les refuges pour les archives à risque.

* *Projets de publication*. Le Groupe a envisagé la rédaction d'un ouvrage de référence sur les archives et les droits de l'homme ainsi que la publication des commentaires parus dans les *HRWG News* sur les archives et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

* *Formation en archivistique / archives et droits de l'homme*. Le Groupe a convenu de se consulter quant à une éventuelle coopération avec le Programme de formation de l'ICA pour un cours en ligne sur les archives et les droits de l'homme.

* *Traduction des HRWG News*. Le Groupe a remercié les traducteurs de la publication mensuelle *HRWG News* et convenu de rechercher des volontaires supplémentaires pour le travail de traduction.

* *Memory of the World*. Le Groupe a envisagé d'adresser un courrier à l'UNESCO pour exprimer ses préoccupations face à la politisation des propositions d'inscription sur le Registre International de Mémoire du Monde.

Le Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme a également dirigé pendant deux jours un atelier sur les archives et les droits de l'homme en Amérique du Sud. L'atelier a connu un très grand succès et rassemblé des participants de plus d'une douzaine de pays. Le Groupe de travail adresse ici ses sincères remerciements au *Centre Culturel d'Espagne*, qui a gracieusement mis sa salle de conférence à disposition pour l'atelier.